

GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DEBATS JUDICIAIRES.

ABONNEMENT.

Un Mois, 5 Francs.
Trois Mois, 13 Francs.
Six Mois, 25 Francs.
L'année, 48 Francs.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

BUREAUX:

RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2,
au coin du quai de l'Horloge, à Paris.

(Les lettres doivent être affranchies.)

Sommaire.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.
JUSTICE CIVILE. — Cour d'appel de Paris (3^e ch.): Etrangers; saisie-arrest; permission du juge; compétence des Tribunaux français.
JUSTICE CRIMINELLE. — Cour de cassation (ch. crimin.). Bulletin. — Cour d'assises de l'Aisne: Avortement et tentative d'avortement. — Cour d'appel de Pondichéry: Droit hindou; droit de successibilité. — Détournement d'une mineure. — 11^e Conseil de guerre de Paris: Vol d'effet; enlèvement d'une femme; complicité.
QUESTIONS DIVERSES.
CHRONIQUE.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Une question fort grave, la plus importante du projet au point de vue de l'enseignement primaire, a été agitée et résolue dans la séance d'aujourd'hui; nous voulons parler de la question du maintien ou de la suppression des écoles normales primaires. On sait que la Commission avait proposé l'abolition de ces établissements qui forment la grande pépinière du corps des instituteurs, et qu'elle y avait substitué l'obligation pour les départements de pourvoir au recrutement des instituteurs communaux en entretenant des élèves-maîtres dans les écoles désignées par le conseil académique. Ce système nouveau n'a pas prévalu dans toute sa rigueur; la Commission y a elle-même introduit une sorte de correctif; mais la décision qui a été prise n'en a pas moins pour cela un caractère assez peu satisfaisant, et nous craignons bien que l'expérience qui en sera faite n'ait de fâcheux résultats pour l'avenir de l'enseignement primaire.

L'Assemblée a décidé que l'entretien d'une école normale par département cesserait d'être obligatoire pour devenir facultatif; elle a accordé aux Conseils généraux le droit de choisir entre le maintien de cette école et le stage des élèves-maîtres dans certains établissements d'instruction primaire. Il est aisé de prévoir les conséquences d'une pareille innovation. Les écoles normales ont été considérées jusqu'à ce jour comme le stimulant le plus actif des développements de l'enseignement du premier degré; c'est là, seulement, que se trouvent réunis tous les éléments de l'instruction nécessaire aux futurs instituteurs; ce n'est que dans ces institutions créées à grands frais par les départements sous l'impulsion du pouvoir central, et entretenues en partie sur les fonds de l'Etat, que les élèves-maîtres peuvent rencontrer des professeurs véritablement instruits et amasser des connaissances suffisantes; ce n'est que de la direction et de l'incessante surveillance de l'Etat qu'il est permis d'attendre une élévation graduelle dans le niveau de l'enseignement, et par suite une amélioration réelle dans la situation morale du corps des instituteurs. D'où proviennent, en effet, ces désordres d'esprit, ces aberrations anti-sociales qui se sont propagées, surtout depuis deux ans, parmi les instituteurs communaux? N'est-ce pas précisément de cette instruction superficielle, de cette demi-science qui ne sert qu'à surexciter démesurément l'orgueil de ceux qui la possèdent, à déchaîner en eux les mauvais instincts, à les bercer d'espérances chimériques, à leur faire croire que la société est injuste envers eux, et qu'ils n'y sont pas à leur place? Et quel est le moyen de guérir cette déplorable plaie, de ramener au bon sens ceux qui s'en écartent, de montrer le néant de ces vanités à ceux qui s'y sont abandonnés? N'est-ce pas de transformer ces demi-connaissances en une science, sinon plus étendue, du moins plus mûre, plus raisonnée plus apte à faire envisager à ces jeunes gens, destinés à devenir d'humbles maîtres d'écoles de village, les choses sous leur véritable aspect?

Un membre de la commission, M. Salmon, a prétendu que c'était l'éducation luxueuse des écoles normales qui provoquait souvent dans l'esprit des instituteurs ces infatigables dangereuses et ce dégoût mortel de leur modeste profession. Nous croyons, pour notre compte, le reproche fort exagéré; mais, en admettant qu'il fût tout à fait fondé, que devait en conclure M. Salmon? Que le régime des écoles normales était susceptible de profondes modifications, et rien de plus. Il n'y avait certainement pas lieu d'en inférer qu'il serait utile de pousser à la suppression des écoles normales. Quoi qu'en ait dit M. Salmon, il n'y a d'amélioration possible dans l'état moral des instituteurs qu'à la condition de les rendre de jour en jour plus capables et plus éclairés. Or, croit-on qu'on obtiendra plus facilement ce résultat en dispersant les élèves-maîtres dans des écoles plus ou moins bien tenues qu'en les laissant groupés dans les écoles normales? N'est-ce pas à se demander si on ne trouvera beaucoup d'instituteurs assez instruits pour former des stagiaires, assez exercés pour les initier à la pratique de l'enseignement? Est-on assuré que ces jeunes gens sortiront, nous ne dirons pas plus sages, mais plus moraux, de ces écoles que des écoles normales? Sur ce dernier point, nous nous en rapportons aux statistiques produites aujourd'hui par M. le ministre de l'instruction publique. M. de Parieu a déclaré qu'on avait relevé le nombre comparatif des condamnations disciplinaires encourues, depuis 1833, par les instituteurs originaires des écoles normales et par ceux qui n'en provenaient pas. La proportion pour les premiers n'est que de sept pour cent; elle est de treize pour cent pour les seconds.

En présence de ces résultats, on aurait pu supposer que le ministre allait se prononcer en faveur du maintien obligatoire des écoles normales primaires; M. de Parieu n'a pas cru devoir tirer cette conclusion. Il a toutefois proposé un amendement qui a failli susciter une lutte très vive entre le Gouvernement et la Commission. Le but de cet amendement était de subordonner à l'approbation du ministre toute délibération du conseil-général par laquelle aurait été décidée la suppression d'une école normale. C'était un moyen terme entre le principe du maintien obligatoire et le système du maintien facultatif. M. de Parieu a démontré par de fort bonnes raisons, l'utilité de cette intervention ministérielle. Les écoles normales sont dirigées par des fonctionnaires de l'Etat; elles sont, en intérêts financiers et des droits acquis à ménager. N'y

aurait-il pas de graves inconvénients à ce que tel ou tel conseil général, hostile au maintien de l'école normale de son département, viât, par une brusque détermination, anéantir ces droits et compromettre ces intérêts? Ne serait-il pas profondément regrettable que l'école normale fût abolie, avant qu'on n'eût pris toutes les mesures nécessaires au recrutement futur des instituteurs communaux?

La proposition du ministre a mis en émoi le banc de la Commission; M. Baze, chargé des fonctions de rapporteur en l'absence de M. Beugnot, s'est élancé à la tribune, et a demandé vivement à M. de Parieu s'il se méfiait de la prudence des conseils-généraux. Du banc de la Commission l'agitation s'est étendue de proche en proche et a fini par gagner le reste de l'Assemblée. Mais, au moment du vote, le ministre de l'instruction publique s'est levé, et a retiré son amendement, en déclarant que le contrôle budgétaire suffisait pour assurer les mesures transitoires qu'il avait en vue. On conçoit aisément que l'agitation n'ait pas été calmée par cette déclaration inattendue; loin de là, l'impression a été si générale et si prolongée qu'il a fallu suspendre la séance.

À la reprise, c'est M. Lagarde qui est venu défendre à nouveau le principe de l'établissement obligatoire d'une école normale par département. Ce principe avait déjà rencontré, à l'ouverture du débat, un habile champion dans la personne de M. Rollinat. M. Lagarde a cité, à l'appui de son opinion, un passage de M. Guizot, disant, dans l'exposé des motifs de la loi de 1833, qu'on pouvait juger des progrès de l'instruction publique en France par ceux des écoles normales; il a rappelé que le nombre de ces écoles, qui n'était que de vingt en 1828, s'élevait déjà à quarante en 1833. Aujourd'hui ce nombre est de soixante-dix-huit, c'est-à-dire qu'il y a, à peu de choses près, une école par département. Ce qu'il a fallu tant d'années pour créer, suffira-t-il d'un jour pour le détruire? Espérons que la plupart des conseils généraux, sinon tous, comprendront la nécessité de conserver, tout en les réformant, s'il y a lieu, ces cadres constitutifs de l'enseignement populaire.

M. Lagarde avait présenté un amendement tendant à faire décréter qu'il y aurait une école normale par département. L'honorable membre a déclaré qu'il y aurait renoncé, si le ministre avait maintenu le sien. M. de Parieu s'étant démis, l'orateur de la gauche a voulu que l'Assemblée se prononçât sur son amendement, qui a été rejeté, au scrutin, par 430 voix contre 192. La discussion s'est terminée par le vote du nouvel article 34 proposé par la Commission.

L'Assemblée a ensuite adopté, sur simple lecture et sans opposition vingt-cinq articles du projet, concernant les écoles communales, l'institution des délégués cantonnaux et des autres autorités préposées à l'enseignement primaire, les écoles de filles, les pensionnats primaires, et les écoles d'adultes et d'apprentis; elle ne s'est arrêtée qu'à l'article 59 relatif aux salles d'asile.

On se souvient qu'hier, sur les observations du ministre de l'instruction publique, l'Assemblée avait renvoyé à l'examen de la Commission un paragraphe additionnel à l'art. 25 présenté par la Commission elle-même et ainsi conçu: « Ne seront pas considérées comme tenant écoles les personnes qui, sans exercer la profession d'instituteur, et dans un but purement charitable, enseigneront à lire et à écrire aux enfants. Il a été décidé aujourd'hui, sur le rapport de M. Baze, et pour prévenir les abus que cette tolérance pourrait engendrer, que l'autorisation devrait être donnée par le délégué cantonal, et que le conseil académique aurait toujours la faculté de la retirer.

L'article 18 du projet, relatif à l'inspection de l'enseignement primaire, avait été également réservé. Aux termes d'une nouvelle rédaction concertée entre le Gouvernement et la Commission, cette inspection sera confiée à deux inspecteurs généraux. Il y aura, en outre, dans chaque arrondissement, un inspecteur choisi par le ministre, après avoir pris l'avis du Conseil académique. Demain l'Assemblée sera appelée à fixer le jour de la discussion du projet de loi relatif au chemin de fer de Paris à Avignon; elle reprendra ensuite la discussion du projet de loi sur l'enseignement.

JUSTICE CIVILE

COUR D'APPEL DE PARIS (3^e chambre).

Présidence de M. Poulhier.

Audience du 19 janvier.

ÉTRANGERS. — SAISIE-ARRÊT. — PERMISSION DU JUGE. — COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX FRANÇAIS.

Les Tribunaux français sont compétents pour maintenir, comme mesure conservatoire, une saisie-arrest formée, en vertu de la permission du juge, par un étranger sur un étranger entre les mains d'un tiers français, sauf à surseoir à prononcer sur la validité jusqu'à ce qu'il ait été statué définitivement sur les droits du créancier par les Tribunaux du pays auquel appartient le créancier et le débiteur.

Le contraire avait été décidé par le jugement suivant rendu par le Tribunal civil de la Seine:

« Le Tribunal, Attendu que de Snoy demandeur, et de Hamal défendeur, sont tous deux étrangers; que la demande dudit de Snoy a pour objet de faire statuer sur des conventions intervenues entre lui et ledit de Hamal en pays étranger; qu'ainsi, comme de Snoy le reconnaît lui-même, les Tribunaux français sont incompétents pour connaître de ladite demande;

« Attendu que le juge français était également incompétent pour autoriser de Snoy à former opposition sur de Hamal; que l'opposition formée en vertu de l'ordonnance du 20 février dernier a été le principe et le premier acte de l'action dont le Tribunal a été indûment saisi;

« Que cette opposition serait l'exécution anticipée d'une décision qu'il n'appartient pas au Tribunal de rendre; que ladite opposition ne peut donc pas continuer à subsister, et qu'il y a lieu d'en prononcer la nullité, ainsi que de Hamal y conclut;

« Par ces motifs, se déclare incompétent;

« En conséquence, déclare nulle et comme non avenue l'opposition formée par de Snoy entre les mains de de Chabrian. »

Depuis le jugement, le sieur de Snoy avait obtenu au Tribunal de Bruxelles contre le sieur de Hamal une sentence par défaut qui le condamnait au paiement du montant des causes de la saisie-arrest annulée par le jugement rendu par le Tribunal de la Seine, et avait interjeté appel de ce dernier jugement.

Devant la Cour, M^e Paillet, son avocat, prétendait que la justice était de tous les pays civilisés, et que les Tribunaux français la devaient aussi bien aux étrangers entre eux qu'aux Français eux-mêmes; mais restreignant bientôt sa thèse, il soutenait que tout au moins le Tribunal de la Seine aurait dû surseoir à statuer sur la validité de la saisie-arrest jusqu'à ce que le sieur de Snoy eût rapporté un jugement de condamnation rendu par les Tribunaux belges. C'était une question de droit international qui ne pouvait recevoir une autre décision que dans un pays de sauvages. Au surplus, il rapportait maintenant un jugement de condamnation rendu à la vérité par défaut contre le sieur de Hamal par les juges de sa nation, mais non attaqué par lui; dès lors, son opposition était fondée en titre, et la Cour, pour valider l'opposition, n'avait qu'à déclarer le jugement exécutoire en France. C'est ce qui avait été jugé par un arrêt de cette Cour du 5 août 1832 (Sirey, t. 33, 2, 20.) Enfin, la même Cour avait décidé que les Tribunaux français étaient compétents pour statuer, entre étrangers, sur la validité d'une saisie-arrest, formée sur des valeurs situées en France (Dalloz, 1846, table, v^e Etranger.)

M^e Dejoux, pour le sieur de Hamal, prétendait que nos lois civiles n'obligeaient que les Français, ne pouvaient être invoquées que par eux, que les étrangers entre eux étaient sans action devant nos Tribunaux; que c'était ainsi qu'un arrêt de cette chambre même, du 21 avril 1841, en confirmant un jugement, qui s'était déclaré incompétent pour statuer sur une contestation entre étrangers, l'avait infirmé en ce qu'il n'avait pas annulé une opposition formée par l'un d'eux sur l'autre, le jugement dont était appel s'était donc conformé à la doctrine de cet arrêt. Au surplus, ce qui achevait la démonstration, c'est que la saisie-arrest était un acte d'exécution qui appelait nécessairement la connaissance et la décision du fond. C'était ce qui résultait explicitement de l'article 563 du Code de procédure civile, qui prescrit (à peine de nullité, art. 565) la dénonciation de la saisie-arrest à la partie saisie, avec assignation en validité dans la huitaine de la saisie-arrest; c'était encore ce qui résultait implicitement de l'article 568 du même Code, d'après lequel le tiers saisi ne peut être assigné en déclaration affirmative, s'il n'y a titre authentique, un jugement qui ait déclaré la saisie-arrest valable, d'où la conséquence que lorsque l'opposition n'a été formée qu'en vertu de l'autorisation du juge, il faut que la demande en validité de l'opposition soit accompagnée de la demande en condamnation de la créance, ce qui s'observe constamment dans la pratique; or, peut-on aller jusqu'à prétendre qu'un Tribunal français soit compétent pour juger le fond du droit entre étrangers, dont les contestations ne peuvent, ne doivent être décidées que par les lois et les Tribunaux de leur pays? Ceci ne peut faire question; si donc l'étranger ne peut saisir les Tribunaux français du fond du droit vis-à-vis d'un autre étranger qui, pas plus que lui, n'est justiciable de ces Tribunaux, il faut en tirer cette conséquence forcée qu'un étranger ne peut valablement former, en France, une opposition sur un étranger, puisque cette opposition serait nulle, faute de pouvoir être suivie, dans la huitaine, d'une demande en validité (art. 565); car si l'on ouvre notre Code de procédure civile aux étrangers, il faut que ce soit avec toutes les règles et les obligations qu'il impose.

La Cour, sur les conclusions conformes de M. Berville, premier avocat-général, a rendu l'arrêt suivant:

« La Cour, Considérant qu'il s'agit dans la cause d'une opposition sur deniers appartenant à un étranger à la requête d'un étranger entre les mains d'un tiers, Français, domicilié à Paris; que cette opposition n'a été formée qu'en vertu de titres privés, et que, s'il a été obtenu devant un jugement par le créancier, cette sentence rendue à Bruxelles et par défaut est encore susceptible d'appel; que l'opposition est une mesure conservatoire qui peut être maintenue provisoirement comme telle pour la sûreté des droits de tous par les juges du lieu de l'exécution auxquels il appartient d'en connaître, sauf à surseoir à prononcer sur sa validité et ses conséquences jusqu'à ce que les droits du créancier étranger aient été reconnus définitivement par les Tribunaux du pays auxquels appartient le créancier et le débiteur;

« Infirme, au principal, maintient provisoirement l'opposition pratiquée, et surseoir à statuer pendant le délai de trois mois, suffisant pour que de Hamal ait à se pourvoir, si bon lui semble, contre la sentence rendue par défaut à Bruxelles. »

OBSERVATION. Cet arrêt est parfait en équité, est-il aussi bon en droit? Nous nous permettons d'en douter. L'opposition, dit l'arrêt, est une mesure conservatoire; c'était autrefois un acte conservatoire; ce ne l'est plus: aujourd'hui c'est une voie, un acte d'exécution qui doit être jugé promptement dans l'esprit de la loi, qui, pour ce motif, prescrit la dénonciation à la partie saisie avec demande en validité, dans la huitaine de l'opposition, à peine de nullité. Nos lois nouvelles ne reconnaissent plus d'actes conservatoires; cela est si vrai que, même en matière de commerce, on ne peut saisir conservatoirement qu'en vertu de la permission du juge.

Si donc une opposition n'est point une mesure purement conservatoire, elle ne saurait être maintenue provisoirement sans faire violence à l'intention de la loi, qui a voulu que les oppositions ne grevaient les débiteurs que le temps strictement nécessaire pour juger leur validité.

L'arrêt fixe ensuite au sursis qu'il accorde un terme de trois mois, pendant lesquels le débiteur fera statuer définitivement sur le jugement obtenu contre lui par défaut. C'est très bien entre Belges, nos voisins, et dont la procédure est la même que la nôtre; mais quel sursis accordera-t-on entre Français et étrangers, si éloignés de nous, entre Anglais si près de nous, mais dont les procédures sont, comme on le sait, interminables? Laissera-t-on, pendant une, deux, trois années et plus, les intérêts du débiteur en une telle souffrance, que sa ruine peut en être la suite, pour conserver les droits incertains du

créancier? Pour être juste, il faut l'être envers tous, et on ne le serait pas.

Qu'est-ce donc, d'ailleurs, qu'une demande en validité devant un Tribunal que l'arrêt reconnaît lui-même comme incompétentement formé? C'est une demande nulle, et que devient dès lors l'opposition? Elle est nulle elle-même faute d'une demande valable dans la huitaine. On ne peut faire la loi plus large qu'elle n'est, et si vous reconnaissez au créancier le droit de l'invoquer, vous ne pouvez le dénier au débiteur.

Enfin, si le débiteur ne profite pas du délai que vous lui avez accordé, que ferez-vous? Regardez-vous la créance comme justifiée, même sans décision judiciaire intervenue, ou le jugement par défaut comme définitif? Mais, au premier cas, il vous sera impossible de passer outre, en l'absence d'une sentence; au second, qui vous dira que le jugement par défaut n'est plus attaqué? On pouvait bien chez nous, autrefois, y former opposition pendant trente ans. On le voit donc, en voulant être généreux envers le créancier, on sera évidemment injuste envers le débiteur.

En résumé, nous pensons qu'en bonne procédure comme en droit véritable, les Tribunaux français ne peuvent connaître d'une saisie-arrest entre étrangers, qu'autant qu'elle a été formée en vertu d'un titre authentique ou d'une décision judiciaire que les juges déclarent exécutoires en France, en même temps qu'ils statuent sur la validité de l'opposition; de cette manière on reste dans les limites du droit entre étrangers, on est encore un peuple civilisé, et l'on se conforme à la lettre et à l'esprit de la loi de procédure.

JUSTICE CRIMINELLE

COUR DE CASSATION (chambre criminelle).

Présidence de M. Laplagne-Barris.

Bulletin du 21 février.

La Cour a rejeté les pourvois:

1^o De Jean Nassiet, contre un arrêt de la Cour d'assises du département des Landes, qui le condamne à vingt ans de travaux forcés comme coupable du crime de vol avec escalade dans une maison habitée; — 2^o D'Antoine-Pierre Kelberg, condamné par la Cour d'assises de la Haute-Marne, à 20 ans de la même peine pour vol et tentative de vol dans un édifice consacré au culte; — 3^o De Pierre-Joseph Delfosse (Nord), huit années de travaux forcés, vol, la nuit, sur un chemin public; — 4^o De Nicolas Labourasse et Anne Perlin, sa femme (Meuse), cinq ans de travaux forcés et trois ans de prison, banqueroute frauduleuse; — 5^o De Henri-Joseph Chartel (Seine), attentat à la pudeur sur une jeune fille de moins de onze ans; — 6^o De Julien Barrier, et René Lefebvre, sa femme (Mayenne), abus de confiance; — 7^o De Charles Passani, contre un arrêt de la chambre d'accusation de la Cour d'assises de la Corse, qui le renvoie devant la Cour d'assises sous l'accusation du crime d'assassinat; — 8^o D'Auguste Roger et Henri Lefebvre (Nord), six ans de travaux forcés et trois ans de prison, vol qualifié; — 9^o De Victor Revert, contre un arrêt de la chambre d'accusation de la Cour d'appel d'Aix, qui le renvoie aux assises du Var pour tentative d'homicide volontaire; — 10^o De Jacques Maillard, contre un arrêt de la chambre d'accusation de Colmar, statuant sur la prévention de faux serment en matière civile.

La Cour a donné acte du désistement de leurs pourvois, qui seront considérés comme non avenus:

1^o A l'administration forestière, contre un jugement du Tribunal correctionnel de Charleville, rendu au profit du sieur Isidore Gamini; — 2^o A la même administration, contre un jugement du Tribunal correctionnel supérieur de Carcassonne, rendu en faveur du sieur d'Issaty; — 3^o A Nicolas Petitjean, contre un jugement du Tribunal de Chaumont, sous prévention d'un délit de chasse.

A été déclaré déchu de son pourvoi à défaut de consignation d'amende et de production des pièces supplétives spécifiées en l'article 420 du Code d'instruction criminelle:

Le sieur Dinivelle, condamné à la peine correctionnelle de trois ans de prison par la Cour de Paris, pour escroquerie et tentative d'escroquerie.

COUR D'ASSISES DE L'AIN.

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)

Présidence de M. Ailhaud, conseiller à la Cour

d'appel d'Amiens.

Audiences des 18 et 19 février.

AVORTEMENT ET TENTATIVE D'AVORTEMENT.

Quatre accusés sont amenés devant la Cour d'assises.

Fidèle Hennequin, âgée de 23 ans, défendue par M^e Genaudet, avocat du barreau de Reims;

Désiré Ledoux, cultivateur, défendu par M^e Langlois, avocat du barreau de Laon;

Nicolas, aubergiste, défendu par M^e Salmon, avocat;

La femme Pierrard, sage-femme, défendue par M^e Tilorier, avocat.

M. Alexandre, procureur de la République, éloigné de son siège depuis le commencement de la session par une circonstance douloureuse, occupe le siège du ministère public.

Voici les faits tels qu'ils sont relevés par l'acte d'accusation:

Fidèle Hennequin, âgée de vingt trois ans, enfant de l'hospice de Saint-Quentin, était depuis cinq mois au service du sieur Désiré Ledoux, cultivateur, demeurant à Brancourt. On disait dans le village que Fidèle était enceinte. La dame Bonneville, belle-mère de Ledoux, et qui habite avec elle, ent connaissance de l'ameur publique. Elle surveilla Fidèle, la vit boire des tisanes, ce qui lui fit penser qu'elle cherchait à se procurer un avortement. En visitant la chambre de la domestique, elle découvrit dans le lit de la graine, dont elle prit, et confia partie à Cailleux dit Delacourt, avec mission de la soumettre à l'examen de la dame Vallée, sage-femme à Brancourt: la dame Vallée déclara que cette graine était du seigle ergoté propre à procurer l'avortement d'une femme enceinte. La dame Bonneville, éclairée par ce renseignement, fit remettre ce seigle au maire de la commune de Brancourt.

Fidèle Hennequin quitta, le 1^{er} septembre 1849, la maison de Ledoux; elle alla demander asile à la dame Vassaux, de Brancourt, en lui disant qu'elle avait eu des difficultés avec sa maîtresse, la dame Bonneville. La dame Vassaux consentit à la prendre chez elle momentanément.

Dans la nuit du 6 au 7 du même mois, Fidèle, couchée dans le grenier de la maison, laissa entendre des plaintes qui attirèrent le sieur Vassaux près d'elle. Plus tard, dans la matinée du 7, la dame Vassaux lui porta du bouillon; elle venait d'accoucher d'un enfant du sexe masculin qui n'était pas à terme. Elle pria la dame Vassaux de le prendre et de l'enterrer. Celle-ci s'empressa, au contraire, d'aller avvertir de ces circonstances le sieur Remy, adjoint au maire de la commune de Brancourt. M. Remy se rendit aussitôt auprès de la fille Hennequin; il était accompagné d'une sage-femme, la dame Vallée. Ce magistrat trouva Fidèle dans son lit. Il l'interrogea sur son accouchement; elle le nia. Cependant la dame Vallée aperçut un placen dans le vase de nuit; toute dénégation était impossible. Fidèle représenta l'enfant qu'elle avait enveloppé dans un linge et caché dans son lit; il avait l'apparence d'un fœtus parvenu au terme de trois à quatre mois; il ne portait aucune trace de violence. M. Remy le confia à la sage-femme, qui le renferma dans un bocal rempli d'esprit de vin.

Le 9 septembre, la fille Hennequin se présenta devant l'adjoint, lui déclara que son accouchement prématuré était un crime, qu'elle était disposée à faire connaître tous les moyens qui avaient été employés pour parvenir à un avortement, et les personnes qui, dans ce but, lui avaient prêté aide et assistance. Alors elle désigna Ledoux, son maître, à qui elle attribua sa grossesse, Nicolas, de Brancourt, et la dame Pierrard, sage-femme, à Bohain. Elle cita à la charge de chacun d'eux des particularités qui parurent assez graves pour commander leur arrestation.

Des perquisitions eurent lieu le 12 septembre chez Nicolas, à Brancourt, et chez la dame Pierrard, à Bohain. Sans résultat chez Nicolas, elles firent découvrir chez la dame Pierrard, dans une armoire qui avait été désignée par la fille Hennequin, une sonde armée d'une lige en fer, instrument spécialement indiqué par cette fille comme ayant servi à opérer l'avortement.

Ledoux n'admettait aucune relation avec sa domestique et toute participation au crime. Nicolas et Pierrard prétendirent qu'ils ne connaissaient pas la fille Hennequin. Des ce moment jusqu'au dernier jour, cette fille a persisté dans ses accusations. Les investigations de la justice dirigées par ces déclarations ont établi des charges nombreuses contre les trois prévenus. Toutes ces déclarations ont été vérifiées avec soin; chacune d'elles, à mesure qu'elle a été précisée, a été confirmée dans tous ses détails. Le récit qui va suivre est emprunté aux interrogatoires de Fidèle Hennequin; il en est le résumé.

Des que Fidèle fut enceinte, elle fit connaître sa position à Ledoux, son maître, qui lui promit de parler à Nicolas, connu dans la commune de Brancourt comme procurant habilement l'avortement des femmes enceintes.

Un jour, elle rencontra ce dernier dans les champs; il était occupé à transporter les débris d'un fœtus non loin de la maison Berjeot; elle lui demanda si Ledoux l'avait entretenu. — Non, répondit-il. Elle lui révéla alors sa grossesse et lui communiqua le projet qu'elle avait formé, d'accord avec son maître, de la faire disparaître. Nicolas promit de l'aider dans l'exécution de ce dessein, et il lui assigna pour le soir un premier rendez-vous. Fidèle se trouva à l'heure et à l'endroit indiqués en présence de Nicolas, qui lui persuada que dans toute tentative ayant pour but l'avortement, la femme qui réclamait ses services devait s'abandonner à lui. Fidèle Hennequin se soumit à cette exigence.

Deux ou trois jours après, il lui remit pendant la nuit, dans la maison de Ledoux, une bouteille pleine d'un liquide roux et fort amer qu'elle ne put boire qu'en partie. Le lendemain un nouveau rendez-vous eut lieu. Nicolas la toucha avec un instrument semblable à une paire de ciseaux, sans qu'elle en ressentit une forte douleur. Trois jours plus tard, cette opération fut renouvelée dans la chambre de Nicolas. La fille Hennequin a désigné avec exactitude la situation de cette chambre, qui se trouve, comme elle l'a déclaré, dans la cour à droite des autres bâtiments occupés par la famille Nicolas. Mais ces attentements n'ayant produit aucun résultat, Nicolas proposa à la fille Hennequin de la conduire à Bohain chez une sage femme, et lui recommanda en même temps d'y se faire remettre 50 francs par Ledoux.

Le 10 septembre, Nicolas et la fille Hennequin se rendirent en effet à Bohain chez la femme Pierrard. Ledoux n'ignorait pas le but de ce voyage; il avait compté à la domestique les 50 francs demandés par Nicolas. La fille Hennequin, pour démontrer la complétude de son maître, soutint que dans cette soirée du 20 août elle lui a annoncé, en présence de Louchard et Caillaux, qu'elle sortirait pour visiter une femme Malusson, malade à cette époque. Cette visite, a-t-elle ajouté, était un prétexte convenu entre Ledoux et moi pour donner une apparence de nécessité à mon absence dans la soirée et à mon retour à une heure assez avancée de la nuit.

Is arrivèrent à Bohain à dix heures du soir. Ce fut Pierrard qui ouvrit la porte; sa femme se présenta vêtue d'une robe jaunâtre en laine, avec des bords de la même étoffe sur ses manches. Nicolas en entrant demanda du café et le paya avec trois pièces de 5 francs prises sur la somme de 50 francs qu'il venait de recevoir de la fille Hennequin. La dame Pierrard fit monter cette fille dans une chambre du premier étage. Cette chambre renfermait un lit placé en face des croisées et couvert d'un édredon de cotonnade noire, une malle, une armoire, un miroir fermant avec des supports en bois, un petit meuble dit toilette, des outils de menuisier suspendus et rangés contre la muraille, une échelle à l'aide de laquelle on montait de la chambre dans le grenier. Sur la cheminée était une lampe en cuivre.

(ici l'acte d'accusation rend compte des manœuvres pratiquées sur la fille Hennequin pour amener l'avortement.)

Quelques instants après, les deux femmes se trouverent en présence de Nicolas; la femme de Pierrard parla de la nécessité de prendre des bains du prix de 20 fr. à cause des drogues qui devaient entrer dans leur composition ou préparation. « Je savais bien qu'il serait difficile, dit alors Nicolas, mais comme l'homme est riche, entreprenez toujours, l'autre fera les fonds. » Il fut convenu que la recorde entre vassaux irait lieu à Prémont, chez la femme Fontaine, mère de la dame Pierrard. Mais le dimanche 20 août, Ledoux envoya sa domestique à Bohain pour y acheter de la toile à draps et du sirop à violettes; elle profita de ce voyage pour se rendre de nouveau chez la sage-femme; elle y entra vers trois heures. C'était jour d'assemblée de la garde nationale. Fidèle Hennequin qui se trouvait dans la chambre du premier étage, se mit à la fenêtre, s'exposant ainsi aux regards des passants. La dame Pierrard la fit retirer et, pour occuper son attention, ouvrit son armoire, lui montra un chapeau de paille à rubans verts et trois bonnets, un à rubans roses, un autre à rubans blancs. Ce jour-là la femme Pierrard se servit d'une échelle pour monter au grenier et y prendre des copeaux. Son mari, qui fait partie de la garde nationale, vint dans la chambre prendre son fusil placé contre une croisée, contre l'armoire. Cette arme était entourée d'une loque bleue. Un bain fut préparé avec des drogues qui donnaient à l'eau une teinte verte et une odeur forte comme de l'absinthe; il était contenu dans une cuvette en bois ordinairement placée dans la cour de la maison près d'une caisse en bois carré servant de fosses d'aisance. La fille Hennequin venait de prendre ce bain et faisait sécher le bas de sa robe qui avait trempé dans l'eau, quand un homme inconnu pour elle entra dans la maison; il était gris et court et avait dans la vue quel que chose d'extraordinaire. Elle apprit par la dame Pierrard que c'était son frère qui venait l'inviter à se rendre à Prémont où l'on célébrait la petite fête du Rosaire. Le troisième voyage de la fille Hennequin à Bohain, fut signalé par d'autres circonstances. Elle venait encore de prendre un bain, quand une jeune fille enceinte comme elle se présenta dans la maison pour se faire saigner. La femme Pierrard dit à Fidèle que cette jeune fille était de Prémont, que déjà elle lui avait procuré trois avortements; elle ajouta que celle-ci lui avait donné un lapin renfermé dans la cave de la maison. Les confidences ne se bornèrent point là; elle lui montra une paire de pantoufles en laine à rates rouges et noires, présent, disait-elle, d'une autre jeune fille qui avait eu recours à elle pour un avortement.

Aucun incident particulier ne marqua la quatrième visite, qui fut fixée au 2 septembre par la fille Hennequin. Le mercredi suivant, 8 septembre, elle retourna chez la dame Pierrard pour la dernière fois. Elle fut disposée par un bain à l'opération qui devait enfin procurer l'avortement consistant le surlendemain. Puis la dame Pierrard, munie de l'instrument déjà décrit, la piqua si fort et si profondément qu'elle se crut blessée mortellement. Dans cette journée, la femme

Pierrard lui raconta que la veille, pendant l'absence de son mari qui était au Cateau, la dame Vallée, sage-femme au Cateau, était venue diner et prendre le café avec elle. Nicolas n'a accompagné la fille Hennequin qu'une seule fois chez la dame Pierrard, le 20 août, pour la mettre en relations avec cette sage-femme, qu'elle ne connaissait pas. Les 50 francs remis par Ledoux à sa domestique, touchés par Nicolas, ont été le prix des pratiques criminelles de celui-ci sur la fille Hennequin, et d-s arrhes données à la dame Pierrard pour les continuer. Sur cette somme, Nicolas a conservé 25 francs; il en a remis 15 à la femme Pierrard et 10 à Fidèle. Il avait encore reçu, quelques jours avant, 5 francs pour la bouteille qu'il avait apportée pendant la nuit. La fille Hennequin a déclaré que ces 5 francs lui ont été donnés par Ledoux, ainsi que les 60 francs qu'elle a portés plus tard à la dame Pierrard, par sommes de 15 francs. Il était facile de vérifier la plupart de ces circonstances; les circonstances matérielles ont été l'objet des premières recherches de la justice.

Le 28 octobre, le juge d'instruction se transporta à Bohain, au domicile de la dame Pierrard. En entrant dans la maison, il fut frappé de l'exactitude des renseignements fournis par la fille Hennequin. Néanmoins, la dame Pierrard persista à soutenir qu'elle ne connaissait point la fille Hennequin; que si cette fille avait pénétré dans sa maison, c'était en son absence et à son insu.

L'instruction était arrivée à son terme lorsque Nicolas a invoqué le témoignage d'un nommé Lemaire, pour établir que, dans la soirée du lundi 20 août, il n'avait pas quitté la maison de son père.

Ce témoin, rapportant qu'il était venu passer la soirée avec Nicolas un lundi du mois d'août, n'a pu donner à sa visite une date certaine. D'ailleurs cet appel à la mémoire de Lemaire serait bien tardif; Nicolas avait alors obtenu depuis quelque temps la permission de communiquer avec sa famille. La complétude de Ledoux est toute dans les faits de provocation. La fille Hennequin a toujours affirmé qu'elle tenait de lui les sommes d'argent remises à Nicolas et à la femme Pierrard.

La dame Vassaux atteste que, depuis le 1^{er} septembre, c'est-à-dire depuis l'époque où sa domestique avait quitté la maison de Ledoux, ce dernier avait continué de la voir et de lui remettre l'argent dont elle avait besoin lorsqu'elle allait à Bohain chez la dame Pierrard.

En effet, la dame Vassaux remarqua qu'un soir, malgré la pluie, la fille Hennequin avait quitté son lit pour aller attendre Ledoux au bout de son jardin; elle lui adressa des reproches à ce sujet. Fidèle lui répondit qu'elle avait à réclamer à son ancien maître 4 francs dus sur ses gages. Plus tard elle dit à la dame Vassaux qu'elle l'avait trompée, qu'elle était sortie pour demander 25 francs à Ledoux, mais qu'elle n'en avait reçu que quinze, parce qu'il n'en pouvait donner davantage, tant qu'il n'aurait pas vendu ses grains à Cambrai.

Ledoux a de mauvaises mœurs. A peine l'avortement de la fille Hennequin fut-il connu dans le village de Brancourt, qu'une fille se présenta devant le maire de la commune pour lui déclarer qu'elle était enceinte des œuvres de Ledoux. Cette fille avait été en service chez lui pendant dix-huit mois avant la fille Hennequin qui l'avait remplacée.

En résumé, la sincérité des révélations de Fidèle Hennequin a été vérifiée dans les détails les plus minutieux, et ces révélations sont d'accord avec tous les documents de l'instruction pour faire peser sur Ledoux, sur Nicolas et sur la femme Pierrard la solidarité du crime dont la justice leur demande compte.

Toute l'audience du 18 a été consacrée à l'audition des témoins, qui, pour la plupart, ont pleinement confirmé les charges relevées contre les accusés.

A l'audience du 19, M. le procureur de la République a pris la parole, et dans un réquisitoire énergique, qui n'a pas duré moins de quatre heures, a repris successivement les faits à la charge de chacun des accusés.

Après les plaidoiries des défenseurs, M. le président a résumé les débats avec son impartialité habituelle.

Le jury, entré dans la salle des délibérations à huit heures du soir, en est sorti à neuf heures avec un verdict négatif à l'égard de Ledoux, et affirmatif à l'égard de la fille Hennequin, de Nicolas et de la dame Pierrard. Des circonstances atténuantes ont été admises en faveur de ces trois accusés.

La Cour a condamné la fille Hennequin à quatre années de prison, Nicolas à cinq années de réclusion, et la femme Pierrard à six années de la même peine.

COUR D'APPEL DE PONDICHÉRY (Inde française), chambre civile.

Présidence de M. Orianne.

Audience du 20 novembre.

DRÖIT HINDOU. — DROIT DE SUCCESSION.

La Cour de Pondichéry vient de juger une question de droit hindou, tout neuve et fort intéressante pour le pays. Il s'agissait de savoir si la belle-mère hérite des biens laissés par le fils du premier lit de son mari, lorsque ce fils meurt sans laisser ni veuve ni enfants; en d'autres termes, la question du procès était celle-ci: « Aux yeux de la loi hindoue, la belle-mère est-elle assimilée à la propre mère? »

Le Tribunal de première instance avait adopté la négative, et, sur appel, l'examen de cette cause faisait connaître qu'un Indien, n'ayant point de communs en biens, s'était marié une première fois à une femme dont il avait eu des enfants des deux sexes; deux de ces enfants étant morts, le père s'était marié une seconde fois et du vivant de sa première femme, et était décédé sans avoir eu d'enfants mâles de ce second mariage. La première femme l'avait bientôt suivi au tombeau, de façon qu'en définitive il ne restait plus de cette famille, habitant du moins sous le même toit, que la belle-mère et un fils du premier lit qui mourut quelque temps après.

C'est de ce fils que la belle-mère survivante réclamait l'héritage, contre un oncle maternel de ce même fils, qui se prétendait, à son tour, seul et unique héritier de son neveu.

Pour bien comprendre la réclamation de la belle-mère, il faut savoir que d'après la loi hindoue, et contrairement à la nôtre qui n'admet des héritiers que jusqu'au douzième degré, une succession peut être appréhendée par un parent rangé au 53^e degré; et dans l'affaire dont nous rendons compte, l'assimilation de la belle-mère à la propre mère, devait avoir pour résultat de la placer au 9^e degré, tandis que l'oncle maternel ne figurait qu'à un degré bien plus éloigné.

Pour la belle-mère, partie appelante, M^{re} Anandrayen, après s'être attaché à combattre tous les arguments qui lui avaient été opposés en première instance, soutenait que, puisque les enfants nés de diverses femmes étaient également héritiers du père commun, et chacune des femmes du même mari étant considérée comme mère du fils obtenu par l'une d'elles, la belle-mère se trouvait assimilée à la propre mère, et apte à hériter, à l'exclusion de tout autre parent plus éloigné de celui qui, par une fiction de la loi, devait être considéré comme son propre fils.

M^{re} Petit d'Antivera a combattu ce système, et a soutenu, en s'appuyant des motifs du jugement, qu'il ne pouvait pas se faire que la belle-mère, étrangère au fils d'une autre femme, pût, dans aucun cas, hériter de ce fils auquel nul lien ne pouvait la rattacher. Il a cherché à prouver, par la nomenclature de tous les parents que le législateur désigne comme pouvant hériter, et dans laquelle la belle-mère n'est pas même mentionnée, que son client, oncle maternel du fils décédé sans postérité, était appelé de droit à la succession de ce dernier, alors qu'il était éta-

bli au procès que cet oncle maternel n'était primé par aucun parent.

M. l'avocat-général s'est prononcé pour la confirmation du jugement qui avait repoussé les prétentions de la belle-mère. Contrairement à ses conclusions, la Cour a rendu l'arrêt suivant:

« La Cour,

« Attendu que le texte de Manou (livre 9, Sloka, 183) établit que « si parmi les femmes du même mari, une seule donne naissance à un fils, toutes, au moyen de ce fils, ont été déclarées par Manou mères d'un enfant mâle;

« Qu'il paraît naturel de conclure d'un semblable texte, qu'à défaut de la mère propre la belle-mère doit être appelée à recueillir l'héritage de cet enfant; qu'à la vérité le *Mitashara* ne parle aucune part de cette assimilation de la belle-mère, soit pour lui attribuer la succession d'un fils de son mari par une autre femme, à défaut de la mère de cet enfant; soit pour déclarer que les biens particuliers de la belle-mère peuvent être recueillis par son beau-fils, à défaut de tous enfants qui soient propres à la belle-mère et de leurs descendants; mais que l'auteur du *Digeste indien*, tome 3, pages 617 et 618, d'accord en cela avec le *Dagya Bagha* du *Dharma Ratna* (chapitre 4, section III, paragraphes 31, 32 et 33), enseigne qu'à défaut d'enfants qui lui soient propres et de leurs descendants, la succession d'une femme hindoue est dévolue au fils de son mari par une autre femme, et qu'il semble naturel et logique d'en conclure que, par réciprocité, la belle-mère doit hériter de son beau-fils, si celui-ci décède sans enfants ne laisse ni veuve ni ascendants directs pour recueillir ses biens; qu'il en résulte au moins que dans certaines parties de l'Inde (au Bengale, par exemple) la belle-mère possède un titre à la succession du fils de son mari par un précédent mariage, et que dès-lors tout le procès se réduit à savoir si ces principes sont reconnus à Pondichéry;

« Et attendu qu'un avis du comité consultatif de jurisprudence indienne, délivré à la demande de M. le procureur-général et rendu à l'unanimité des voix, établit que, suivant la coutume reconnue à Pondichéry, appuyée sur le texte précité de Manou et sur un texte analogue de Vishnou, la belle-mère hérite du fils de son mari par un précédent mariage, de préférence aux plus proches collatéraux dans la ligne paternelle;

« Par ces motifs.

« La Cour reçoit Kitériamalle appelante du jugement contradictoire rendu entre les parties par le Tribunal de première instance de Pondichéry le 11 juin 1849, met ledit jugement à néant, et s'attuant à nouveau, déclare l'appelante seule et unique héritière de Rayapin, fils mineur de feu Simanampoulle son mari ».

Chambre criminelle.

Présidence de M. Orianne.

Audience du 24 octobre.

DETournement d'une mineure.

Comarin, âgé de vingt-cinq ans, était accusé de détournement, c'est-à-dire de l'enlèvement d'une jeune et fort jolie fille de la campagne, que l'on prétendait être âgée de moins de seize ans, circonstance qui pouvait entraîner la peine des travaux forcés contre le ravisseur.

Nous ignorons si cette jeune fille avait lu la stance qui, dans le recueil des *Lois de Manou*, dit: « Si une jeune fille, n'étant pas donnée en mariage, prend de son propre mouvement un époux, elle ne commet aucune faute, non plus que celui qu'elle va trouver. » (Livre 9, Sloka, 91.) Mais toujours est-il qu'elle a si souvent affirmé devant la Cour que c'était elle qui, dominée par l'amour et maltraitée par ses parents, avait été enlever de son domicile le prétendu Lovelace, qu'il a bien fallu la croire sur parole. Et cependant cette circonstance du procès n'était pas la plus importante: l'article 356 du Code pénal n'en restait pas moins la pour punir le jeune homme, alors même qu'il se serait laissé enlever; aussi pensons-nous que la jeune fille, après avoir bien étudié les *Lois de Manou*, s'était également bien pénétrée des dispositions de notre Code pénal, car elle a soutenu envers et contre tous qu'elle était âgée de plus de seize ans, invoquant, pour extrait de son acte de naissance, l'époque de la mort d'un de ses oncles.

Le père de cette jeune fille, justement irrité, soutenait à son tour qu'elle n'était âgée que de treize ans, et avait cru, le pauvre homme, pouvoir prouver son assertion par le témoignage de plusieurs de ses voisins qu'il avait fait assigner. Vain espoir: chacun des six témoins entendus s'est plu à donner un âge différent à la jeune fille; si s'en est même trouvé deux qui, se disant mieux informés que les autres, sont venus déclarer avec beaucoup de gravité que leur voisine devait avoir de treize à dix-neuf ans.

De pareils témoignages ne pouvaient qu'obscurcir un fait déjà passablement douteux. Il appartenait au père, de plus en plus irrité, de le rendre tout à fait inextricable; c'est ce qu'il a parfaitement réussi, lorsque, sur la demande de M. le président, il a dû supputer le nombre d'enfants qu'il avait eus. Et, en effet, le père a commencé par déclarer qu'il n'avait eu que cinq enfants, et que l'aîné devait être âgé de vingt-deux ans environ. Il a ajouté que sa femme l'avait rendu père à la fin de chacune des premières années de son mariage, et enfin, que la fille en question était le quatrième de ses enfants. Toutes ces explications, tant bien que mal données, il est revenu devant la Cour pour dire que, dans tous les calculs qu'il venait de faire, il n'avait pas compris quatre autres enfants qui étaient morts à différentes époques; et, en définitive, il n'a jamais pu parvenir à assigner un rang aux neuf garçons ou filles dont il a été le père, et sa jeune fille de rire sous cape de son embarras.

Dans le doute, le ministère public s'en est rapporté à justice.

M^{re} de Nanteuil, défenseur nommé d'office, a su faire valoir tout ce qu'il y avait d'atténuant pour son client dans les faits que nous venons de relater, et la Cour a prononcé l'acquiescement de l'accusé, qui, du reste, et pendant toute la durée des débats, n'a cessé d'avoir une tenue convenable et de protester qu'il n'avait d'autre désir que celui de devenir l'époux de celle pour l'amour de laquelle il a fait quatre grands mois de prison.

II^e CONSEIL DE GUERRE DE PARIS.

Présidence de M. Cosur, colonel du 3^e de ligne.

Audience du 19 février.

VOL D'EFFETS. — ENLEVEMENT D'UNE FEMME. — COMPLIÇITÉ.

Le sieur Garanton, qui exerce la profession de peintre en bâtiments, vint, il y a peu d'années, habiter la ville de Saint-Quentin. Il y avait pour voisins la famille Lucier. Il s'établit entre les époux Garanton et cette famille des rapports de bon voisinage. Charles-Louis Lucier surtout s'était très lié avec le mari qui offrit de lui apprendre son état. Mais, la loi sur la conscription ayant appelé Charles-Louis sous les drapeaux, il fallut rompre ces relations. Incorporé dans le 59^e de ligne, le jeune soldat écrivait à ses parents, n'oubliant jamais de faire des compliments à M. et Mme Garanton, ses bons et aimables amis. M. et Mme Garanton, touchés des souvenirs d'affection du jeune troupier, lui exprimaient le désir de le voir bientôt revenir en congé dans le pays. Deux années s'étaient déjà écoulées, lorsque Charles-Louis fit une maladie assez grave; Mme Garanton l'ayant appris, voulait venir à Paris, où se trouvait le 59^e; mais le mari s'y opposa et força fut à Mme Garanton de re-

noncer à son projet.

Au mois d'octobre dernier, Charles-Louis Lucier obtint un congé de convalescence qu'il alla passer à Saint-Quentin. Il renoua ses relations de bon voisinage avec les époux Garanton; mais le 8 janvier, il dut quitter Saint-Quentin pour revenir au fort d'Issy, où le 59^e tient garnison.

Par une coïncidence fâcheuse, Mme Garanton quitta Saint-Quentin le même jour que Lucier. Le lendemain, le mari espérait que sa femme rentrerait au domicile conjugal; le surlendemain il espérait encore. « Le pauvre M. Garanton, dit un acte de l'instruction, s'en allait partout demandant des nouvelles de sa femme. Quelqu'un lui fit remarquer que puisque Mme Garanton n'était pas à Saint-Quentin, elle devait se trouver ailleurs. — Mais, sans doute, s'écria le mari, éclairé par cette remarque judiciaire; elle doit être ailleurs, puisqu'elle n'est pas avec moi. — Sans être sorcier, répliqua l'obligéant ami, je devine que le petit Charles Lucier pourrait bien vous dire là où est votre femme. Cette idée acheva d'éclaircir la situation; M. Garanton, rappelant alors les soins, la vive amitié dont Charles et Stéphanie, sa femme, le donnaient d-s témoignages récents, devint furieux contre le jeune fantassin du 59^e de ligne, et tout aussitôt il prit la plume pour porter ses plaintes à la justice. Voici en quels termes il formula ses griefs:

Monsieur le procureur de la République, Vous, hommes des lois honnêtes, veuillez rendre droit à un malheureux opprimé et mari offensé, M^{re} Garanton ou si vous voulez M^{re} Verlet de premières noces en mariage, ou bien encore, Agnès-Estafanie Veronne non de fille, vient de quitter son mari à Saint-Quentin pour aller rejoindre le nommé Lucier, soldat au 59^e de ligne, en garnison au fort d'Issy.

Monsieur le procureur de la République ma femme m'a enlevé tous mes habits de drap et de velours, gilet et cravate de satin, et bien d'autres choses... Veuillez Monsieur le procureur écrire au gros major ou au colonel du régiment pour qu'il demande Lucier, et vérifie son sac et sa malle, et qu'il voit s'il n'a pas recélé ma femme et mes effets avec la carotte pondante que l'on y trouvera et l'on jugera du tout et tout.

Monsieur le procureur de la République veuillez faire toutes les recherches possibles pour que je puisse au moins si je n'ai pas ma femme que j'ai au moins les effets. Elle est partie avec le susdit Lucier avec le contrat de mariage de Verlet, ména nullement mon consentement.

Agrez Monsieur le procureur la plainte d'un mari pressé et offensé,

Garanton

Peintre en bâtiment et badigeonneur.

Saint-Quentin le 11 janvier 1850.

Par suite de cette lettre, une instruction fut requise par le ministère public; mais dès les premiers actes, le mari se désista de la plainte contre la femme. Les pièces furent transmises à M. le général commandant la 1^{re} division à l'effet de poursuivre le complice de la femme Garanton devant les juges militaires, juges compétents, par suite de l'abandon des poursuites contre l'auteur principal du délit de soustraction frauduleuse d'effets appartenant au sieur Garanton. Quant au délit d'adultère, le retrait de la plainte portée contre la dame Garanton, auteur principal de ce délit, empêchait toute poursuite contre le complice.

M. Asseline, greffier, a donné lecture des pièces de l'instruction.

M. le président: La femme ayant été mise en cause pour vol que pour adultère, la connaissance de ce délit appartenait à la justice ordinaire; d'ailleurs, les lois mis à la charge du prévenu ayant été commis à une époque où Charles-Louis Lucier jouissait d'un congé de convalescence, il se trouvait absent du drapeau, et par conséquent n'était pas justiciable des Tribunaux militaires.

M. d'Hennezel, capitaine, commissaire du Gouvernement: Nous avons fait la même remarque, et nous n'aurions manqué de proposer un déclinatoire si nous n'avions acquis sur le fond du procès une conviction qui nous portera probablement à demander le renvoi du prévenu d'un des lieux de la plainte, à moins que quelque fait nouveau ne surgisse de l'interrogatoire de Lucier et des débats.

M. le président: Le Conseil aura à examiner si d'office ne peut pas décliner sa compétence.

M. Robert Dumesnil: Aucune charge réelle ne s'élève contre mon client. C'est à tort et bien à tort que le sieur Garanton suppose que Lucien a enlevé fortivement sa femme. Elle est venue à Paris en même temps que le prévenu, et une coïncidence fâcheuse, c'est vrai; mais M. le major au colonel du 59^e, ayant fait, ainsi que le plaignant en avait fait la demande, une visite du sac et de la malle de ce jeune homme, ils n'ont trouvé ni la femme ni la culotte de velours (l'indes dans l'auditoire) que le sieur Garanton regrette et regrettera toujours. (Nouveaux rires.)

M. le président au prévenu: Quels ont été vos rapports avec la famille Garanton pendant votre séjour à Saint-Quentin?

Le prévenu: J'allais souvent chez lui pour rendre visite à sa femme en qualité de voisin, et comme elle avait de beaux yeux, nous chantions ensemble. Si ça eût été à M. le Garanton, il n'aurait eu qu'à me le dire, et j'aurais cessé de lui être agréable.

M. le président: Cette femme est venue à Paris; l'avez-vous pendant son séjour?

Le prévenu: Je n'ai su cela que quand on est venu m'arrêter sous le prétexte que M^{re} Garanton avait trompé son mari avec moi. Tiens, c'est bien drôle, que je dis au sergent-major, ce mari se trompe. Mais il me fit voir la lettre écrite au procureur de la République de Saint-Quentin.

M. le président: Ainsi, vous déclarez positivement que vous n'avez eu aucune relation criminelle avec cette femme?

Le prévenu: Je n'hésite pas, mon colonel, à faire cette déclaration; je la fais avec d'autant plus de plaisir, qu'elle me draine, l'espérance, la tranquillité à M. Garanton. Je puis dire que sa femme est, quant à moi, une brave et honnête personne. Ce sont des gens malins qui lui ont fait croire que je suis capable de cette chose, et lui a donné la dedans.

Cocardel, fusilier au 59^e de ligne, est venu déclarer au décharge du prévenu, que son ami Lucier ne lui avait parlé de relations répréhensibles avec la femme du plaignant. « Lucier ne me cache rien, dit-il, et jamais il ne boit de verre de vin sans le partager avec moi, et c'est toujours moi qui paie. (Nouveau rires.)

M. le président: C'est bon! allez vous asseoir.

M. d'Hennezel, commissaire du Gouvernement: Nous ne pouvons qu'un regret, c'est celui que nous fait éprouver l'attention préventive infligée à cet homme pendant un mois, alors qu'il ne s'élevait contre lui aucune preuve d'infamie, allégations erronées du sieur Garanton, qui s'était figuré sa femme avait été enlevée et emportée au fort d'Issy par un jeune inculpé. En conséquence, nous abandonnons la poursuite à la sagesse du Conseil.

M. Robert Dumesnil: Je n'ai rien à ajouter aux paroles du ministère public. Lucier n'a rien volé au malheureux mari qui, sans doute, retrouvera sa femme au moment où il y sera le moins.

Le Conseil déclare à l'unanimité que Lucier n'est ni coupable, et ordonne sa mise en liberté.

QUESTIONS DIVERSES.

Achats et ventes d'effets publics. — Commercialisation des effets publics. — Les effets publics ne peuvent être considérés comme marchandises dans les termes de l'article 2 du Code de commerce. En conséquence, l'habitude d'acheter et de revendre des effets publics, ne rentre pas dans la catégorie de ces opérations, justiciables des Tribunaux de commerce.

Ainsi jugé par arrêt de la 4^e chambre d'un jugement du Tribunal de Paris, du 11 janvier, infirmatif d'un jugement du Tribunal de commerce de la Seine, du 23 juillet 1848. — Plaignant

pour Devaux-Moret, appelant, M. Rivollet, avocat; pour Honoré, intimé, M. Delaigle; conclusions conformes de M. l'Érèsque, substitut du procureur-général; présidence de M. Rigal.

Cet arrêt n'est certainement pas à l'abri d'une critique sévère. Il y a en effet une jurisprudence qui tend à s'établir, et qui considère comme actes de commerce les achats et reventes réitérés d'immeubles, et certes les immeubles se prêtent bien moins encore que les effets publics à la qualification de marchandises. D'un autre côté, ne peut-on pas considérer comme agents d'affaires, et dès lors comme commerçants, ces industriels nombreux qui n'ont pas d'autre occupation et qui ne vivent que de la spéculation sur les effets publics?

Négociation de promesses d'actions de chemins de fer. — **Ti-**tres déposés en garantie. — **Demande en restitution.** — **Dette de** — **Nullité.** — Les marchés à terme des actions de chemins de fer, livrables à l'émission des titres, contractés ainsi antérieurement à l'homologation par le Conseil d'Etat des statuts de la compagnie adjudicataire, sont contraires aux articles 8 et 10 de la loi du 15 juillet 1845 et ne donnent lieu à aucune action en justice. L'article 13 de cette loi, qui ne fait que prévoir le droit de publication de la valeur des actions, ne fait pas obstacle à la nullité civile d'une telle négociation, et ne peut être invoqué par le défendeur. Le dépôt d'actions en garantie, lors de la conclusion du marché non exécuté à l'échéance, n'est qu'un compte volontairement payé, non subordonné à la restitution des titres déposés; la circonstance que cet acte ait été fait à un tiers ne constitue pas un gage; cette couverture ne pourrait être réclamée que comme résultat d'une opération de bourse ayant le caractère de jeu (art. 1963 et 1967).

(Coté d'appel de Paris, 1^{re} chambre; présidence de M. le président Troplong, audience du 22 janvier; confirmation d'un jugement du Tribunal de commerce de Paris, du 20 octobre 1848; plaidant, M. Perrin, avocat de Larade et Batarel, appelants; et M. Dutard, avocat de Bagier, etc., intimés; conclusions conformes de M. de Royer, avocat-général.)

Les deux parties étaient d'accord pour blâmer les motifs du jugement attaqué; l'appelant soutenait que, s'il y avait eu nullité du marché principal, il y avait aussi nullité du dépôt de garantie accessoire à ce marché; d'où suivait la nécessité d'ordonner la restitution des titres déposés; — et l'intimé prétendait que l'opération avait été régulière, ayant été consommée après l'opération de l'adjudication, ce qui suffisait, d'après la loi de 1845, interprétée par la discussion de cette loi en chambre des députés et l'opinion du rapporteur, en sorte que la demande en restitution formée par le syndic de la Compagnie devait être repoussée par le droit commun, et non par l'exception de dette de jeu.

Surenchère. — **Délai.** — **Nullité.** — **Responsabilité du sur-** — **enchère et de son avoué.** — L'article 2185 du Code civil exige que la surenchère soit faite par les créanciers inscrits dans les quarante jours à plus tard de la notification, en y ajoutant deux jours par 5 myriamètres de distance entre le domicile élu et le domicile réel de chaque créancier, à peine de nullité.

Mais aucun délai n'est accordé au créancier pour raison de fraction de distance au-dessous de 5 myriamètres; et la surenchère, signifiée le 41^{er} jour par un créancier, réellement domicilié à moins de 5 myriamètres de distance de son domicile élu, est tardive et nulle.

Bien que la surenchère puisse profiter aux parties saisies, le surenchérisseur n'est point le mandataire responsable de ces dernières, et par conséquent elles ne peuvent lui demander la réparation du préjudice résultant pour elles de l'annulation de la surenchère par son fait.

Elles n'ont pas davantage contre l'avoué du surenchérisseur, pour cette même cause, une action, qui ne peut être exercée que par le surenchérisseur qui a chargé cet avoué de ses intérêts.

(Coté d'appel de Paris, 1^{re} chambre, présidence de M. le premier président Troplong, audience du 28 janvier 1850; confirmation d'un jugement du Tribunal de Poitiers, du 27 novembre 1849. — Plaidants, M. Rey, avocat de Dargence, appelant; et Vallot et Amyot, avocats de Davillier et Morel, intimés; et M. Grassières, avocat de P..., avoué. — Voir en ce sens, 29 août 1812; en sens contraire, 10 décembre; Bordeaux, 29 novembre 1829.)

CHRONIQUE

PARIS, 21 FÉVRIER.

Un jugement par défaut du Tribunal correctionnel de la Seine, en date de 15 novembre 1849, maintenu sur opposition du 29 janvier suivant, a condamné le sieur Chénard à une année d'emprisonnement et 500 francs d'amende, comme s'étant rendu coupable de diffamation envers M. Bourdon, préfet de la Corrèze, en publiant un écrit intitulé : « Lettre à M. Bourdon, ancien sous-préfet de Reims. »

Le sieur Chénard a interjeté appel de ce jugement; mais la Cour, après avoir entendu M. Jules Favre pour l'appelant, et M. Lachaud dans l'intérêt de M. Bourdon, a, sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Meynard de Franc, confirmé la décision attaquée.

« N'y a pas d'impôt sur la violette ! » Ainsi dit le fils d'un éligible de la place Maubert, Victor Baldy, traduit devant le Tribunal correctionnel, 6^e chambre.

M. le président : Il ne s'agit pas d'impôt, mais d'une prévention de médisance et d'injure à des agents. Quel âge avez-vous ?

Victor : J'ai pas d'âge à payer patente, j'ai que dix-sept ans.

Un agent : J'ai arrêté ce jeune homme sur la place de la Madeleine qui demandait l'aumône.

Victor : Du tout, je vendais de la violette aux représentants de la République.

L'agent : Il n'avait qu'un bouquet de violettes, l'échantillon d'usage pour tous les petits mendiants.

Victor : Pas tant mendiant que les autres, dites donc, vous, grand habillé de bleu; j'apporte pas les effets du Gouvernement, moi; j'travaille pour mon pain.

L'agent, au Tribunal : Vous pouvez juger de l'agrement qu'on a avec ce particulier quand on a à s'expliquer avec lui sur la voie publique. C'est à-dire que j'aimerais mieux avoir affaire à deux libérés; il fait rassembler la foule, se roule par terre, vous égratigne, et dans les entrailles il vous arrange des bouquets de sottises à sa façon.

Victor : Faudrait peut-être vous remercier de m'empêcher de gagner ma vie avec de la violette; y a pas d'impôt dessus; j'en ai vendu et j'en vendrai encore; d'ailleurs pourquoi qu'il y a des préférences.

M. le président : Que voulez-vous dire ?

Victor : Oui, il me fait de la misère à moi; mais quand c'est des demoiselles, il leur fait sa bouche en cœur et leurs accepte un bouquet.

M. le président : Si vous n'avez rien de mieux à dire, laissez-vous. Les agents n'ont rien à dire à ceux qui ont mes yeux, et ils font bien d'arrêter ceux qui, comme vous, n'en ont pas, et qui, sous prétexte d'un commerce qui leur est interdit, se livrent à la mendicité.

Victor : Ça vous fait cet effet-là, à vous; eh ben ! pas à moi; mettez un impôt sur la violette si vous voulez, on le paiera; mais tant qu'y en aura pas, j'en vendrai, étant moi-même.

M. le président : Le marchand de violettes quand même a été condamné à un mois de prison.

« Vous étiez sous la surveillance de la police, dit M. le président à Claude Portz, gros garçon de vingt-huit ans, se disant fondeur en cuivre, et vous avez rompu votre ban ? »

Claude : C'est Alexis qui m'a mandé que je pouvais venir à Paris en confiance.

M. le président : Qui est cet Alexis ?

Claude : C'est un ami de Paris.

M. le président : Vous savez bien que le séjour de Paris vous est interdit.

Claude : Autrefois, c'est un fait; mais Alexis m'a mandé qu'il l'avait aboli avec les amis.

M. le président : A quelle époque vous écrivait-il cela ?

Claude : Va bientôt y avoir deux ans, aux environs de l'été.

M. le président : En mai ou juin 1848 ?

Claude : Ça doit être cela.

M. le président : Et vous êtes venu à Paris tout de suite ?

Claude : Pas tout de suite, j'ai pu y arriver que dans le mois de juillet, par manquement de chaussures.

M. le président : Vous ne pouvez pas croire sérieusement que, quoiqu'il se passât à Paris, on abolirait la surveillance des condamnés.

Claude : Avec ça qu'on n'en a pas vu des plus drôles depuis une couple d'années ! Alexis m'en mandait bien des autres dans sa lettre : premièrement qu'il y avait plus de police, qu'on serait nourri et logé aux dépens de la République, et qu'on ferait le partage des biens. C'était assez croyable pour moi, vu qu'Alexis me disait qu'il était habillé comme un *rapin* (riche), avec un paletot et des bottes, et qu'il m'avait affranchi sa lettre.

M. le président : Tout cela ne pouvait vous autoriser à venir à Paris.

Claude : Après ça, j'avais caché pas que j'me plaisais mieux à Paris qu'ailleurs.

M. le président : Quand on veut rester à Paris, il faut s'y conduire en honnête homme, et ce n'est pas le cas de ceux qui, comme vous, n'y restent que pour y commettre des délits.

M. le substitut : Nous ferons observer que si le prévenu n'est pas venu à Paris plus tôt, il n'en était pas moins en route pour y arriver; mais il a été arrêté à Epernay, où il a été condamné à deux mois de prison pour rupture de ban.

Claude Portz : a été condamné à trois mois de prison.

— Le sieur Richaud, pharmacien, rue Notre-Dame-de-Nazareth, 38, avait été signalé à M. le préfet de police, comme vendant des substances vénéneuses, sans ordonnance de médecin.

En exécution des ordres de M. le préfet, le commissaire de police du quartier Saint-Martin-des-Champs, se transporta chez le sieur Richaud et l'invita à lui représenter le registre destiné à l'inscription des substances vénéneuses qu'il débitait journellement pour l'usage de la médecine. Ce registre, coté et paraphé depuis deux ans, ne portait aucune inscription.

En conséquence, le sieur Richaud est traduit devant la police correctionnelle, comme contrevenant aux dispositions des lois du 29 germinal an XI, 19 juillet 1845 et 29 octobre 1846.

Le Tribunal, lui faisant application de ces lois, et néanmoins modifiant la peine en vertu de l'article 463 du Code pénal, a condamné le sieur Richaud à 500 fr. d'amende et aux dépens.

— C'est encore un transporté de juin, gracié, ancien forçat libéré en rupture de ban, qui est traduit aujourd'hui devant le Tribunal correctionnel. Cet individu, qui se nomme Dauprez, est âgé de trente-cinq ans : il a le nez fendu par un coup de sabre.

M. le substitut fait connaître les antécédents judiciaires de cet homme; il a été condamné, en 1832, par la Cour d'assises de Versailles, à cinq ans de travaux forcés, pour vol, la nuit, avec effraction; en 1839, à huit jours de prison, pour coups et rébellion; et a été transporté à Belle-Isle-en-Mer, comme insurgé de juin, et gracié le 1^{er} décembre dernier.

Peu de temps après son retour à Franconville, il fut l'objet d'un mandat d'amener, pour avoir frappé son père; pour échapper à ce mandat, il s'enfuit de Franconville; sur la route de la Briche, il s'arrêta chez un marchand de vins, et là il tint hautement des propos qui éveillèrent l'attention du sieur Juy, le cabaretier, et portèrent cet homme à aller dénoncer à la gendarmerie. C'est pour rébellion envers les gendarmes qu'il est traduit devant la justice.

M. le président : au prévenu : Qu'avez-vous à dire ?

Le prévenu : Tenez, regardez mon nez, y'a ma réponse.

M. le président : Qu'est-ce que cela veut dire ?

Le prévenu : Vous ne voyez pas que le gendarme m'a coupé le nez ?

M. le président : Le gendarme, voyant que vous faisiez rébellion, a tiré son sabre, comme il en avait le droit, et dans la lutte il vous a atteint au visage par mégarde.

Le prévenu : Par mégarde ? Mais, Dieu de Dieu, regardez donc mon nez. Est-ce qu'on peut couper un nez artistiquement comme ça par mégarde ? Faut être aussi boucher, aussi charcutier qu'il est pour m'avoir coupé le nez aussi proprement que ça. Et le plus drôle c'est qu'il me disait encore pendant que je me rebiffais : « Attends, toi, je vas te moucher. » Il appelle cela me moucher !

M. le substitut : Vous avez été condamné à cinq ans de travaux forcés pour vol la nuit ?

Le prévenu : Innocemment. J'avais passé par dessus un mur pour aller chercher ma casquette.

M. le substitut : Vous avez aussi été transporté à Belle-Isle ?

Le prévenu : Innocemment. J'étais avec le parti de l'ordre, et j'ai passé de l'autre côté de la barricade pour aller chercher ma casquette.

M. le substitut : Et condamné pour coups et rébellion.

Le prévenu : Ah ! oui; c'était un jour qu'un marchand de vins m'avait gardé ma casquette, et que...

M. le président : Vous êtes en rupture de ban ?

Le prévenu : Ah ! oui, j'étais à Franconville; je suis allé jusqu'à Pontoise pour acheter une casquette.

Le Tribunal condamne le prévenu à quatre mois de prison.

— Samedi dernier, entre onze heures et minuit, deux personnes, la dame Routy, marchande au marché du Temple, et le sieur Louis Cohendet, loueur de cabriolets, sortaient d'un café situé au coin de la rue des Poissonniers et du boulevard extérieur dans la commune de Montmartre, lorsqu'ils furent subitement assaillis par deux individus qui, les ayant vus sans doute sortir du café, et peut-être sachant que la dame Routy, qui avait payé la dépense, avait sur elle une somme de cinquante ou soixante francs, s'étaient tenus cachés derrière les arbres du boulevard pour attendre leur passage.

La dame Routy, saisie par les cheveux, violemment frappée, renversée sur la chaussée du boulevard par un des assassins, fut dépouillée de la somme d'argent qu'elle portait dans la poche de sa robe, et, en outre, d'un chapeau et d'un bonnet de dentelle de prix. Quant au sieur Cohendet, pendant que se commettaient ces violences, il était contenu par l'autre voleur, qui le menaçait de mort en lui tenant la lame d'un couteau-poignard sur la poi-

trine.

Par suite de la déclaration faite devant le commissaire de police de Montmartre par les deux victimes de ce vol, et sur les recherches prescrites par M. le préfet de police, deux individus bien connus déjà du service de sûreté, les hommes Félix F..., maréchal-ferrant, et Louis M..., parqueteur, ont été arrêtés chez un marchand de vins de la place Balhomme, à La Chapelle.

Ces deux individus, qui avaient été provisoirement déposés l'un à la caserne de gendarmerie de Montmartre, l'autre au poste de la barrière des Martyrs, en ont été extraits ce matin pour être confrontés avec la dame Routy et le sieur Cohendet, qui les ont reconnus de la manière la plus formelle, ils persistaient cependant à nier; mais une perquisition ayant été faite au domicile de l'un d'eux à Montmartre, le chapeau volé à la dame Routy fut trouvé encore souillé de boue. Toute dénégation, dès lors, était inutile. Aussi n'y ont-ils pas persisté, et ont-ils été envoyés tous deux au dépôt de la Préfecture pour être mis à la disposition de la justice.

— Dans un de nos derniers numéros nous avons annoncé, à propos d'une note publiée par les journaux du soir et signalant la destitution de quatre employés de l'administration des Messageries générales, que M. le préfet de police avait adressé aux commissaires de police de Paris, une circulaire relative aux fraudes concernant le transport de journaux et brochures destinés à la propagande socialiste.

Voici le texte de cette circulaire :

Monsieur, je suis informé que depuis quelque temps un grand nombre de conducteurs de messageries transportent clandestinement des paquets et ballots contenant des journaux et autres publications destinés aux agents de la propagande socialiste dans les départements, ou facilitent cette fraude qui est également pratiquée par des voyageurs.

Ces manœuvres dictées autant par la cupidité que par l'esprit de parti, constituent une contravention à l'article 1^{er} de l'arrêté du 27 prairial an IX; dans tous les cas, elles sont susceptibles de causer un tort grave aux entrepreneurs de messageries, responsables, vis-à-vis du Trésor, des amendes encourues par leurs employés.

J'ai vous invite, en conséquence, à vous transporter immédiatement auprès des directeurs de messageries qui se trouvent dans la circonscription de votre quartier et les engager à prendre des mesures pour faire cesser les abus résultant de cet état de choses, en ajoutant que l'administration est bien décidée à y mettre un terme et se propose de faire, au besoin, minutieusement visiter les voitures, tant au départ de Paris qu'à l'arrivée à destination que dans le cours du trajet.

Le préfet, P. CARLIER.

DÉPARTEMENTS.

Aube (Troyes), 20 février. — La Gazette des Tribunaux a rapporté, avec beaucoup d'étendue, les débats de l'affaire dite de Clairvaux, lorsqu'elle vint en première instance devant le Tribunal de Bar-sur-Aube. On se rappelle que par jugement de ce Tribunal, les entrepreneurs et fournisseurs de la prison de Clairvaux furent condamnés, savoir :

M. Marcet, gérant de l'entreprise, à quatre mois de prison et 150 fr. d'amende; M. Théodore Ardit, à trois mois de prison et 300 fr. d'amende; M. Ch. Petit, à un mois de prison et 600 fr. d'amende; M. Singly, entrepreneur, à 600 fr. d'amende; M. Tousseint, boucher de l'entreprise, à un mois de prison et 300 fr. d'amende.

Les condamnés ont interjeté appel devant le Tribunal de Troyes. Les débats de l'affaire de Clairvaux ont commencé à l'audience de lundi dernier, présidée par M. Descarès, vice-président. La lecture du rapport de M. Nancey, duré deux jours. Nous ne reproduirons pas de nouveaux ces débats; on peut se reporter à la Gazette des Tribunaux des 21 avril 1849 et jours suivants. Les plaidoiries ne commenceront qu'aujourd'hui dans la journée; M. Marie et M. Berthelin sont chargés de la défense.

Nous ferons connaître la décision du Tribunal d'appel.

— Drôme (Valence). — On lit dans le Courrier de la Drôme, du 19 février :

« Tandis qu'à Valence, à Lyon, à Marseille, à Grenoble, les coryphées de la République rouge soutiennent que tout est mensonge dans ce que nous avons dit de leurs coupables projets pour l'anniversaire de Février 1848, les meneurs de Paris, plus francs ou plus audacieux, laissent percer à tout moment leurs espérances en disant tout haut que pour ressaisir le pouvoir et en faire le bon usage que vous savez, ils n'ont guère que trois semaines à attendre. Lisez plutôt, si vous doutez, ces trois ou quatre lignes de la Voix du Peuple du 15 courant :

« Le pouvoir a résolu de tuer la Voix du Peuple comme il a déjà fait de trois ou quatre organes républicains. »

« Baste ! la Voix du Peuple vivra bien encore trois semaines !... »

La Patrie, après avoir cité ce passage de la feuille Prodhon, demande quelle menace se cache sous cette date.

« Nous allons le lui dire :

« Les sociétés secrètes s'agitent et sont en permanence sur toute la frontière de l'Est, depuis Strasbourg jusqu'à Lyon et à Grenoble. Ledru-Rollin, que les journaux de Paris, aussi mal renseignés que d'habitude, font promener incognito dans les rues de la capitale, n'a pas quitté l'extrême frontière suisse. Une lettre particulière dont le signataire nous est parfaitement connu et que nous savons en position d'être bien renseigné, porte que le célèbre héros du 13 juin est depuis quinze jours à Lyon, à deux pas de Genève, de Gex et de Bourg. De là il donne des instructions, des ordres, pour un mouvement général auquel prendront part non seulement les frères et amis des bords du Rhin, de l'Ain et du Rhône, mais tous les révolutionnaires en ce moment réfugiés en Suisse. De là il rechauffe le zèle des sections armées, et en quelques heures il peut aller prendre à Lyon la chaire curule de M. Emmanuel Arago ou la succession dictatorial de Couthon.

« Hier dimanche, 17 du courant, un banquet à l'occasion de la démolition des fortifications, devait avoir lieu à Genève, donner le signal de l'agitation qui, gagnant de proche en proche, aboutirait enfin à l'insurrection générale fixée au 24 février. Struve, Massini et l'état-major de toutes ces terribles émeutes qui, l'année dernière, ensanglantèrent tant de capitales, ont reçu le mot d'ordre et se tiennent prêts à partir.

« Nous avons l'intime conviction qu'éventuellement encore une fois par la presse, cette conjuration avorterait. S'il en était autrement, la mèche incendiaire viendrait, nous le croyons fermement, s'éteindre à Lyon sous les pieds du brave général Gemaud, dont le dévouement patriotique, l'énergie, l'intelligente surveillance seront longtemps encore un insurmontable obstacle aux projets de la République rouge et de son dictateur.

« Mais la Voix du Peuple ne voit peut-être pas les choses comme nous; ou bien, mieux renseignée sur les forces du mouvement projeté, ne peut-elle prévoir une défaite. Voilà pourquoi elle ne demande que trois semaines de répit.

« Et maintenant, l'autorité est avertie ! Qu'elle veille

et nous tous avec elle, car il s'agit du salut commun. »

— Isère. — On lit dans l'Union dauphinoise :

« Un assassinat a été commis dans la nuit de jeudi dans la commune d'Apprieux, et à une faible distance de ce village. Un jeune homme de Montrevel avait accepté par complaisance la mission de conduire la voiture accessoire de M. Combe, pour faciliter au conducteur les moyens de se rendre le lendemain à Bourgoin, où il devait déposer pour la deuxième fois à l'occasion du vol commis l'année dernière au préjudice de M. le curé de Montrevel. Une première déposition avait exposé ce conducteur à des menaces réitérées, et la voix publique, recueillant ces bruits, attribuait l'assassinat de jeudi soir à une erreur de personne. La victime a été trouvée, un instant après que le crime eut été consommé, par deux domestiques d'un moulin voisin qui se rendaient à Apprieux. Sur leur indication, des habitants sont venus sur le théâtre du crime et ont passé la nuit auprès du cadavre. Le lendemain matin, le père du jeune assassiné arrivait auprès de son fils, le serrait dans ses bras et voulait l'emporter à son domicile. La justice devait suivre son cours, et cette triste consolation a été refusée à un vieillard.

« Les assassins ont assommé la victime à coups de bâton; son crâne a été entièrement fracturé.

« Deux assassinats en quinze jours dans le département de l'Isère, et dans des localités ordinairement très calmes, sont heureusement une chose tellement inouïe, que, de mémoire d'homme, jamais rien de semblable ne s'était vu. »

— Bouches-du-Rhône (Marseille), 17 février. — Une auberge de la rue de la Croix-d'Or, tenue par un Génois, a été, dans la nuit de samedi, le théâtre d'un horrible assassinat. Vers dix heures du soir, des habitants de cette rue, ayant entendu de sours gémissements, se portèrent sur le point d'où ils paraissaient. Là, ils reconnurent que celui qui réclamait ainsi leur assistance était un malheureux, couvert de sang, qui gisait prêt à rendre le dernier soupir sur le seuil de l'auberge. Ils le transportèrent en toute hâte dans la pharmacie Roux, où il fut constaté que cet homme, d'origine italienne, paraissant âgé de trente-cinq ans environ et d'une forte structure, avait été frappé d'un grand nombre de coups de silex, dont plusieurs avaient été portés dans la poitrine et dans la région du cœur. Après avoir reçu dans cette pharmacie, les secours que nécessitait son état désespéré, il fut transporté, par les soins des mêmes voisins, à l'Hôtel-Dieu.

Bien que la cause de cet assassinat soit encore enveloppée d'un certain mystère, nous croyons devoir faire connaître les versions que nous avons recueillies sur ce sujet. On a dit que l'italien assassiné était depuis quelque temps logé dans cette auberge, et que, dans la soirée de samedi, il avait eu le tort de tenir quelques propos gais, et peut-être même se serait permis quelques privautés à l'égard de la servante de l'établissement. Il paraît qu'irrité par les procédés de son locataire, ou peut-être encore excité par tout autre sentiment, l'hôtelier se serait précipité sur l'imprudent et l'aurait frappé de plusieurs coups de silex. Ce malheureux, déjà blessé, aurait pris la fuite toujours poursuivi et inécessamment frappé par son assassin, qui ne l'aurait lâché qu'après qu'il eût été épuisé par la douleur et la perte de son sang, il tombait sur le seuil de la porte de la rue, qui était impropitoyablement fermée sur lui. On ajoute que la femme de l'aubergiste est, elle-même, à l'Hôtel-Dieu depuis plusieurs jours. L'assassin se disposait, peu de temps après la perpétration du crime, à prendre la fuite, lorsque l'agent Vassal l'a arrêté et conduit en prison. (Sémaphore.)

— Haute-Garonne. — On lit dans la Gazette du Languedoc du 18 :

« Vendredi et samedi, le lycée de Toulouse a été le théâtre des plus graves désordres. Nous aurions voulu garder encore le silence à ce sujet, afin de ne pas jeter l'alarme au sein des familles qui habitent loin de Toulouse; mais quelques journaux de la localité ayant livré ces faits à la publicité, notre réserve devient inutile.

« Une insurrection dont nous ignorons encore les véritables motifs, a éclaté dans la première division de l'internat, c'est-à-dire dans celle qui comprend les élèves de philosophie, de rhétorique, de seconde et les jeunes gens qui suivent les cours spéciaux. Les élèves ont chassé maîtres et professeurs, se sont réfugiés dans une salle où ils se sont barricadés et dont on n'a pu ouvrir les portes qu'avec la hache. Le proviseur et le censeur ont fait des remontrances inutiles; leur autorité a été méconnue.

« La voix de M. le recteur Nousseilles n'a pas été mieux écoutée; on a répondu aux observations du chef de l'Académie par la *Marseillaise* et autres chants patriotiques. M. le recteur Nousseilles a pu se croire un moment à ce banquet du 22 septembre, où nous les vîmes s'asseoir au milieu de nos plus forcenés démagogues.

« Quoi qu'il en soit, le peuple souverain du collège, qui sait que l'insurrection est toujours le plus saint des devoirs, a déclaré tout net à ses tyrans qu'il ne rentrerait dans l'ordre que si telles et telles conditions étaient acceptées. L'autorité n'a pas voulu subir la loi de ces messieurs, et comme les élèves s'obstinaient dans leur rébellion, il a fallu faire maison nette; toute la première division a été licenciée, et les élèves ont été renvoyés à leurs correspondants.

« En présence de faits aussi graves, tout commentaire devient inutile. L'enseignement universitaire ne fait plus aujourd'hui que des émeutiers de quinze ans. »

— Côte-d'Or. — Nous apprenons, d'it le Journal de Dijon, du 19 février, qu'à la suite d'un écrit qui aurait été donné à St-Seine, une collision a eu lieu. L'autorité du maire aurait été méconnu; il aurait même été frappé, ainsi que quelques gendarmes qu'il avait requis.

Le procureur de la République et le juge d'instruction se sont immédiatement rendus à Saint-Seine avec quelques dragons.

— Yonne. — On lit dans la Constitution, journal d'Auxerre, du 19 :

« Mardi dernier, le sous-préfet de Joigny fut averti que des désordres étaient à craindre pour le lendemain matin dans les bois communaux d'Aillant. Voici à quelle occasion :

« La commune d'Aillant est depuis un temps immémorial en possession de bois, mais elle n'a aucun titre de propriété, ces titres ayant, dit-on, été consumés dans un incendie. Un sieur Moreau, récemment décédé, se prétendait propriétaire de ces bois. Après sa mort, ses héritiers, les sieurs Anceau et Chanton continuèrent ses prétentions, et, probablement pour l'acte de propriétaires, ils résolurent de se transporter, le mercredi matin, dans les bois d'Aillant, accompagnés d'un nombre considérable de bâtons.

« Comme les renseignements parvenus à M. le sous-préfet annonçaient une éclipse, ce magistrat s'empressa d'écrire à M. le major commandant le 11^{er} dragons, pour le prier de faire partir le lendemain matin, à quatre heures, un détachement de vingt-cinq hommes. Ce détachement arriva à Aillant le 13, à six heures et dix minutes. Une heure après il était dans les bois, précédé de la bri-

